

La Lettre de la RMF UE



Nommé le 1^{er} septembre à la tête des Représentations militaires françaises permanentes auprès de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne, je mesure l'immense honneur qui m'a été fait et je tiens à rendre hommage à l'amiral Païtard pour le travail accompli et la qualité de la suite qu'il m'a transmise.

Ayant déjà travaillé, au cours de ma carrière, cinq années au profit de l'Union européenne et cinq autres au profit de l'Alliance atlantique, je mesure l'étendue du chemin parcouru par notre pays depuis les sommets de St Malo 1998, Helsinki 1999 et Nice 2000 et les défis qui s'annoncent pour aujourd'hui et demain. Je connais la qualité et la motivation des équipes qui servent la France ici et là, tout comme l'étendue de nos capacités et de notre influence. Je demeure donc confiant dans l'avenir même si, nombreux sont ceux qui

doutent parmi nos partenaires et même parmi les nôtres.

Sans doute, la crise des dettes souveraines pose-t-elle de sérieuses questions au quotidien tout comme les nombreuses menaces multiformes qui s'élèvent autour de nous contre la sécurité internationale. Mais l'Europe possède des ressources non négligeables (~200 milliards d'euros par an) et d'autres qu'il convient de mieux mobiliser pour faire face. Par ailleurs, toute crise, si grave soit-elle, présente des opportunités dont il faut se saisir et les militaires se doivent, en ces temps difficiles, d'être à la manœuvre pour préparer l'avenir. Cette citation attribuée à Foch le 8 septembre 1914 dans les marais de St Gond - bientôt 100 ans - m'a toujours favorablement impressionné et doit nous servir de fil directeur: « Ma droite est enfoncée, ma gauche cède? Tout va bien : j'attaque ! ».

Bonne lecture.

Général de corps d'armée Gilles Rouby
Représentant militaire de la France auprès de l'UE et de l'OTAN

Pooling and Sharing

La démarche novatrice du [Pooling & Sharing](#) propose une réponse adaptée et pragmatique pour le maintien des capacités européennes dans le contexte actuel de crise. Parmi les différents projets à l'étude, la formation des pilotes de transport ou *Transport Pilots Training Course* (TPTC), représente un programme pour lequel la France est "lead nation".

La France retirant du service, à l'horizon 2020, ses 30 avions école Xingu, souhaite notifier en 2017, un contrat de service pour la mise à disposition, sur la base aérienne d'Avord, d'avions et de moyens de formation sol. Elle propose aux Etats membres de l'UE intéressés de se joindre à elle pour bénéficier de coûts réduits de formation. Lancée en mars 2012, cette initiative se structure autour de quelques pays: les actifs comme l'Espagne, la Belgique et les Pays-Bas, et les observateurs comme l'Autriche, la République tchèque, l'Italie et la Norvège.

Le thème de la formation se prête en effet bien au partage capacitaire. Les enjeux de souveraineté sont limités car le domaine est moins soumis aux possibles blocages politiques et industriels. Pour la plupart des pays intéressés par le projet, les flux annuels de formation de pilotes sont faibles et ne justifient pas une école nationale de pilotage.

A moyen terme, la dynamique de mutualisation doit faire réaliser des économies substantielles. A plus long terme, cette initiative participe pleinement au développement de l'interopérabilité entre les forces aériennes des pays.

La formation commune des pilotes de transport



Le Xingu est utilisé pour la formation en vol des pilotes de transport.

Brèves

- M. **Antonio Missiroli** a été nommé directeur de l'[Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union Européenne \(IESUE\)](#) par le Conseil d'administration de l'Institut sur la base d'une recommandation de la HR/VP Catherine Ashton. Journaliste et spécialiste des affaires internationales et européennes, M. Missiroli a été directeur de recherche au think-tank [European Policy Centre \(EPC\)](#). En poste depuis mi-octobre, il est déjà sollicité pour produire un rapport qui alimentera la réflexion du CMUE en vue du Conseil européen de décembre 2013.
- Le colonel Jean-Louis NUREMBERG a été nommé chef de la mission EUSEC RDC le 02 octobre dernier. EUSEC RDC est une mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne consacrée à la réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo.

Focus

EUCAP NESTOR, pour que soit mise en œuvre l'approche globale

Le lancement dans la Corne de l'Afrique d'une nouvelle mission civile ressortant de la politique de sécurité et de défense commune ([PSDC](#)), témoigne de l'intérêt porté par l'Union européenne à la Corne de l'Afrique. Mission complémentaire des engagements préexistants de l'UE dans la région, [EUCAP Nestor](#) a pour objet de contribuer directement à l'émergence de capacités propres dans cinq Etats de la zone que sont Djibouti, les Seychelles, la Somalie et à terme la Tanzanie et le Kenya. Fort d'un mandat lui permettant de mettre en œuvre des actions de conseil et de formation, cette mission contribue indirectement mais de manière pérenne, à la lutte contre la piraterie maritime. Par sa nature même, [EUCAP Nestor](#) participe essentiellement d'une stratégie fondée sur l'approche globale des maux nombreux et complexes dont souffrent les pays de la région, en particulier la Somalie. Elle s'inscrit résolument dans le cadre plus général que constitue la stratégie européenne pour la Corne de l'Afrique. Celle-ci vise à lutter contre les menaces transversales dont la piraterie n'est in fine qu'une des manifestations. La mission a d'ailleurs été symboliquement placée par les Etats membres sous le judicieux patronage de Nestor, héros de la mythologie grecque connu pour avoir renforcé la flotte d'Agamemnon lors de l'expédition contre Troie et pour avoir été un conseiller particulièrement sage et avisé de son souverain.



[EUCAP Nestor](#) s'adresse aux acteurs de la sécurité dans la zone, au premier rang desquels les garde-côtes, les marines et les unités de polices côtières des pays de la région. Ces unités ont en effet vocation à assurer à terme, une sécurisation efficace de leur littoral. [EUCAP Nestor](#) comprend à cet effet deux volets. Le premier est précisément dédié au renforcement de la police du littoral et des capacités judiciaires somaliennes au sens large, notamment dans les régions du Puntland, de Somaliland et du Galmudug. Le second plus large, vise à renforcer les capacités maritimes de l'ensemble des Etats de la région, au titre de leur action en mer. [EUCAP Nestor](#) mènera donc de front des actions de conseil administratif, organisationnel et juridique, ainsi que des actions de formation opérationnelle couvrant les métiers de ce qu'il est convenu d'appeler «la fonction garde-côtes». Des équipes mobiles, (Maritime Training and Support Team), seront déployées sur le terrain et assureront ainsi plusieurs cycles d'instruction.



Lancée le 16 juillet dernier et forte de 175 experts, [EUCAP Nestor](#) bénéficie d'un mandat initial de deux ans. Elle est commandée par l'amiral français Jacques Launay. Activé à cet effet, le centre d'opérations de l'UE (OPSCEN), est impliqué dans la planification de la mission et la rédaction de son concept d'opération (CONOPS). Complémentaire de l'opération de lutte contre la piraterie [EUNAVFOR Atalanta](#) et de la mission de formation [EUTM Somalie](#), [EUCAP Nestor](#) répond à un objectif novateur et ambitieux: concevoir et conduire une mission civile en cohérence avec des engagements militaires préexistants, mais également avec les outils mis en place par la Commission et le SEAE, conduisant à associer sécurité, gouvernance et développement.

Entretien

Monsieur Tomaž LOVRENČIČ
directeur du [Centre Satellitaire de l'Union Européenne](#)

Avant d'embrasser une carrière diplomatique Monsieur l'ambassadeur Tomaž LOVRENČIČ a suivi un cursus universitaire d'une richesse peu commune. Diplômé successivement de l'Université Américaine de Paris, de l'Université de Georgetown, d'Harvard et de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), il a, en outre, pendant cette période, mené des études au Caire. A partir de 1996, M. LOVRENČIČ occupe le poste de conseiller diplomatique auprès du Premier Ministre de la République de Slovénie. Il sert ensuite, de 1999 à 2002, à l'Agence slovène de renseignement et de sécurité comme directeur-adjoint puis directeur en titre à partir de 2000. Dans le même temps, il fut nommé secrétaire

du conseil national de sécurité de la Slovénie. En 2002, il devient Ambassadeur de Slovénie en Espagne jusqu'en 2006. Nommé directeur-adjoint du [Centre Satellitaire de l'Union Européenne](#) en 2006, il est élu au poste de Directeur en 2010. Monsieur l'Ambassadeur LOVRENČIČ parle couramment l'anglais, le français, l'espagnol, l'allemand et le croate et étudie l'arabe moderne.

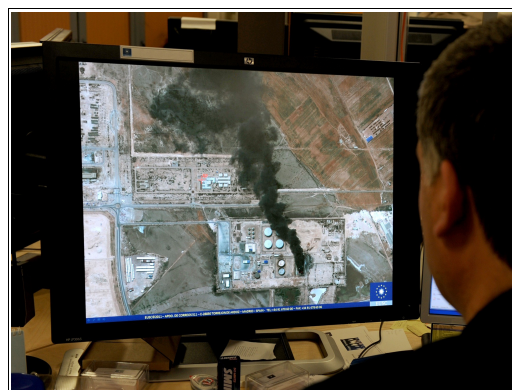
1- Le Centre Satellitaire de l'Union Européenne a été officiellement créé en 2001. Comment a-t-il vécu la mise en œuvre du traité de Lisbonne et quelles sont ses relation aujourd'hui avec le [Service Européen pour l'Action Extérieure \(SEAE\)](#) et les états membres?

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne le 1er décembre 2009 a conduit à de profonds changements au sein de l'UE:

Tout d'abord en termes de périmètre d'action, la PESD est devenue [PSDC](#) et a vu un élargissement des missions de Petersberg à des missions de suivi de la prolifération, de prévention des conflits, de stabilisation post-conflit, de lutte contre le terrorisme notamment, ainsi que d'une clause d'assistance mutuelle qui en cas d'agression armée d'un Etat Membre sur son territoire conduit les autres Etats de l'UE à apporter l'assistance nécessaire par tous moyens, et d'une clause de solidarité qui permet de mobiliser tout moyen, civil ou militaire, pour aider un Etat Membre victime d'une attaque terroriste ou d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine.

Puis, en termes d'organisation, une des conséquences majeures du Traité de Lisbonne a été la création du [Service Européen d'Action Extérieure \(SEAE\)](#) sous la direction de la Haute Représentante pour les affaires étrangères et la sécurité (HR).

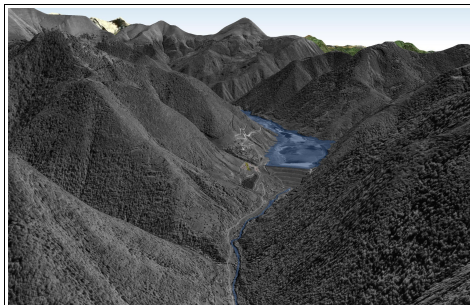
L'impact sur le [Centre Satellitaire de l'UE \(CSUE\)](#) a ainsi été de reconsidérer sa capacité à couvrir un spectre beaucoup plus large de missions et d'opérations de l'UE à soutenir dans le cadre de l'article 2 du "Council Joint Action" définissant sa gouvernance et sa mission de soutien du processus de décision de l'UE dans le cadre de la [PESC](#), dont la [PSDC](#), par l'analyse d'image et de données complémentaires. Un autre effet est un nombre beaucoup plus important de clients et d'utilisateurs du Centre avec les composantes de réaction et de gestion des crises du [SEAE](#) en particulier, ainsi que les différents bureaux régionaux. C'est donc un dialogue permanent avec le [SEAE](#) et ses différentes entités qui prévaut pour améliorer de façon constante les services du Centre en même temps que de rôder tous les mécanismes de "tasking", de définition des priorités, de satisfaction des demandes. Le [CSUE](#), par ailleurs, rend compte régulièrement à son conseil d'administration formé des 27 Etats Membres qui financent directement le Centre, de toutes les évolutions en cours, plus particulièrement en matière de gestion budgétaire et de programme de travail. Ce sont aussi des réunions techniques et opérationnelles régulières et des rencontres bilatérales fréquentes avec les Etats Membres qui assurent transparence et confiance. Le [SEAE](#) reste le client prioritaire, mais les Etats Membres gardent toute facilité pour solliciter également les services du [CSUE](#).



Un analyste imagerie à son poste de travail.

2 – La vocation principale du [CSUE](#) est le soutien à la [PSDC](#). Comment conduit-il sa mission et quelles évolutions souhaiteriez-vous ?

L'UE ne possédant pas de satellites d'observation de la Terre, et le [CSUE](#) n'ayant pas d'accès direct à des capteurs d'observation, dépend totalement de fournisseurs extérieurs d'images et de données plus généralement. Ces fournisseurs sont principalement de nature commerciale, comme [DigitalGlobe](#), [GeoEye](#), [e-GEOS](#) ou [Astrium](#) par exemple, ou gouvernementale en vertu d'arrangements politiques signés pour obtenir des images Hélios, SAR-Lupe ou COSMO-SkyMed. La dimension majeure est aujourd'hui



Cliché d'une simulation 3D d'une vallée en Géorgie réalisé par le CSUE.

d'obtenir les données nécessaires à analyser dans les délais requis, le [CSUE](#) produisant de plus en plus en temps quasi réel dans le cadre du soutien des opérations. La ressource humaine constitue également un autre défi par son nombre compté notamment pour travailler en H 24 si nécessaire, et par les coûts induits à travailler en heures supplémentaires. Les évolutions souhaitées portent donc sur ces différents volets : un accès permanent aux données d'analyse par une diversification des sources et des accords ou contrats adaptés, un renfort en personnel spécialisé venant des Etats Membres pour répondre aux crises, c'est-à-dire pour des périodes bien définies, mais aussi des mécanismes financiers appropriés au niveau de l'UE pour couvrir des coûts que le Budget annuel du [CSUE](#) ne peut plus

assurer. Les crises récentes en l'Afrique du Nord et en Syrie ont souligné avec acuité ces besoins d'évolution. La révision prochaine du "Council Joint Action" sera l'occasion opportune de débattre de tous ces aspects critiques, en particulier avec les Etats Membres.

3 – Pensez-vous qu'il soit souhaitable que le [CSUE](#) devienne un acteur de la politique spatiale mise en œuvre par la commission ?

Le [CSUE](#) est aujourd'hui la seule entité opérationnelle dans le domaine de l'Espace et de la Sécurité, dimension opérationnelle fortement établie au cours du temps, mais qui s'est accélérée ces deux dernières années avec les crises du bassin méditerranéen. Depuis sa création en 1992 d'abord en tant qu'agence de l'UEO, puis à partir de 2002, comme agence de l'UE, le [CSUE](#) a ainsi développé une très solide expérience dans le domaine de la production géospatiale et de renseignement par l'image. Il peut donc, à juste titre, apporter cette grande expérience dans le cadre de projets financés par la Commission, sans impact sur son Budget propre tout en renforçant son cœur de métier par l'acquisition de nouvelles compétences et l'accès à de nouveaux services. Ce partenariat avec la [Commission](#) est donc d'un bénéfice mutuel, comme c'est déjà le cas avec la contribution du Centre au programme [GMES](#) (Global Monitoring for Environment and Security).

4 – Monsieur, vous dirigez le [CSUE](#) depuis 2010, quel bilan pouvez-vous tirer de vos deux années de présence à la tête de cette institution ?

Il est toujours délicat de porter un jugement sur sa propre action, mais je souhaite surtout souligner l'immense chance et l'extraordinaire aventure humaine que représente la direction d'un tel Centre. Les défis sont nombreux, mais c'est un véritable esprit d'équipe que je m'attache quotidiennement à développer, des cultures et des valeurs partagées, la conscience de construire ensemble un petit bout d'Europe pour servir au mieux les grands desseins de l'UE en optimisant toujours les ressources attribuées, qui animent mon action. C'est aussi par un contact permanent ouvert et constructif avec tous les acteurs extérieurs, soit institutionnels, soit les représentants des Etats Membres, qui donne à ma tâche cette dimension si exaltante.



Le staff du CSUE sur la base de Torrejon de Ardoz.

Pour s'abonner à la diffusion numérique :



Ou envoyer une demande à :

repmilue.bruxelles-dfra@diplomatie.gouv.fr

Rédacteur en chef :

Capitaine Anthony DUPATY

Pour retrouver les numéros précédents de la Lettre d'information RMF :

